

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DE LA MAJORITE PRESIDENTIELLE ET ALLIES

Le Bureau Politique de la Majorité Présidentielle et Alliés s'est réuni ce mercredi 28 juin 2017 sous la direction de son Secrétaire Général, l'Honorable Aubin Minaku Ndjalandjoko, aux fins d'examiner le message de la CENCO publié à l'issue de sa 54^{ème} Assemblée Plénière Ordinaire.

A cet effet, après échanges et débats, le Bureau Politique de la Majorité Présidentielle et Alliés fait la déclaration suivante :

1. Le Bureau Politique, conscient de graves questions de l'heure aux plans politique, socioéconomique, sécuritaire et humanitaire auxquels est confrontée la patrie, félicite tous les acteurs politiques et de la Société civile qui réfléchissent, sans calcul politicien, sur les voies et moyens d'aider la République à affronter les problèmes abordés dans ledit message ;
2. Le Bureau Politique reconnaît la mission prophétique de la CENCO et le rôle qu'elle est appelée à jouer au sein de notre société en tant qu' « Eglise au milieu du village » ;
3. Le Bureau Politique rappelle à l'opinion que les problèmes stigmatisés par les Evêques sont des problèmes réels auxquels sont confrontés les différents gouvernements depuis plusieurs décennies et auxquels le Gouvernement actuel apporte les solutions idoines avec les moyens disponibles et la ferme volonté d'y mettre un terme définitif ;
4. Le Bureau Politique déplore le fait que le message de la CENCO n'ait pas suffisamment relevé les actions et démarches de tous ceux, de l'étranger, se sont inscrits dans une logique résolue de coalition et de soumission à des forces étrangères de prédation de nos terres et de nos ressources naturelles ;
5. Dans cet ordre d'idées, le Bureau Politique regrette que l'analyse économique de la CENCO n'ait pas intégré les facteurs objectifs liés à la conjoncture internationale et nationale ;
6. S'agissant de la situation sécuritaire et humanitaire du Grand Kasai, le Bureau Politique apprécie le message de la CENCO qui a souligné en des termes clairs l'engagement du Gouvernement de la République à mettre fin à la tragédie qui l'a longtemps caractérisée ;
7. Concernant le rythme de l'enrôlement et de la constitution du fichier électoral, le Bureau Politique se félicite des résultats atteints par la CENI à ce jour, à savoir 30 millions d'enrôlés sur les 41 millions attendus, dans un contexte difficile avec des ressources limitées. Le

Bureau Politique souhaite que, pour la justice et l'équité, le sort de nos compatriotes du Grand Kasai soit pris en compte dans la poursuite du processus électoral ;

8. Sur ce même chapitre, le Bureau Politique s'étonne du silence observé par la CENCO sur les multiples cas d'assassinat ciblés d'agents de la CENI sur le terrain et en plein exercice de leurs fonctions ;
9. La Majorité Présidentielle et Alliés tient à affirmer solennellement à l'opinion tant nationale qu'internationale qu'elle n'entend nullement interférer dans l'organisation des élections qui relève de la seule compétence constitutionnelle de la CENI. Et donc, la Majorité Présidentielle et Alliés se soumettra au calendrier électoral qui sera publié par cette institution et se prépare d'ores et déjà à aller aux urnes.

A ce propos, le Bureau Politique tient à rappeler les dispositions pertinentes de l'Accord politique du 31 décembre 2016, spécialement en son chapitre IV, points 2 et 3 qui stipulent :

IV.2. Les parties prenantes conviennent sur l'organisation des élections en une seule séquence présidentielle, législatives nationales et provinciales au plus tard en décembre 2017. Toutefois, le Conseil National de Suivi de l'Accord et du Processus Electoral, le Gouvernement et la CENI peuvent unanimement apprécier le temps nécessaire pour le parachèvement desdites élections.

IV.3. Les parties prenantes s'accordent que la CENI tiendra dûment informés l'Assemblée nationale et le Conseil National de Suivi de l'Accord ainsi que les autres parties prenantes au processus électoral du chronogramme qui prendra en compte les opérations pré-électorales et électorales ci-après :

- *Fin de la constitution du fichier électoral consolidé ;*
- *Adoption de la loi sur la répartition des sièges par circonscription électorale ainsi que leur promulgation par le Chef de l'Etat ;*
- *Convocation des scrutins par la CENI ;*
- *Election en une seule séquence des élections présidentielle, législatives nationales et provinciales ;*
- *Prestation de serment et installation du nouveau Président de la République élu ;*
- *Elections sénatoriales, des gouverneurs et vice-gouverneurs des provinces.*

10. S'agissant des causes de la crise actuelle, telles qu'évoquées dans le message de la CENCO, le Bureau Politique tient à rappeler à l'opinion les différents obstacles rencontrés sur le chemin de la mise en œuvre

du processus de l'Accord politique de la saint Sylvestre. Il s'agit notamment :

- des profondes divisions au sein du Rassemblement ;
- des difficultés éprouvées par la CENCO pour concilier les vues de toutes les parties prenantes sur les deux dernières questions de divergence, à savoir la désignation du Premier ministre et du Président du Comité National de Suivi de l'Accord et du Processus électoral ainsi que la provenance de ce dernier ;
- de l'intransigeance et du radicalisme d'une frange de l'opposition politique en dépit de l'orientation donnée par la CENCo sur la question des candidatures au poste de Premier ministre ;

- de la politisation malsaine des questions funéraires dans la gestion des affaires de l'Etat ;

- du temps élastique consacré par les Evêques aux consultations au pays et à l'Etranger ;

- de la passivité des Evêques à intervenir sur certains points au moment des négociations alors que leur intervention pouvait faire avancer le processus et fixer l'opinion ;

- de graves suspicions de collusion avec les personnes concernées par les dossiers relatifs aux mesures de décrispation politique, fondées sur des plaidoyers intempestifs en leur faveur ;

- des divulgations d'informations au sujet de certaines questions hautement sensibles des négociations ;

- du non-respect des principes de l'indépendance de la justice et de la séparation des pouvoirs, pourtant consacré dans la Constitution, et ce pour des raisons purement politiciennes ;

- de la mise à mal de la neutralité attendue des Evêques jouant le rôle de bons offices ;

11. S'agissant des voies de sortie telles que présentées dans le message de la CENCO, le Bureau Politique de la Majorité Présidentielle et Alliés affirme :

- Que le Congo est notre bien suprême, nul n'a le droit d'en exposer le territoire ainsi que ses filles et fils aux risques et affres de l'anarchie, des guerres civiles meurtrières, des cycles incontrôlés des violences et de rébellions récurrentes alors qu'aux portes de certaines de nos frontières, des forces extérieures prédatrices aux aguets n'attendent que de tels signaux pour agir et balkaniser notre pays, chose que nous ne pouvons tolérer en aucun cas ;

- Qu'en tant qu'Eglise au milieu du village, la CENCo devrait éviter tout discours direct ou indirect incitant à la violence et à la désobéissance civile ;
- Que le sang des Congolais a trop coulé, que le peuple en a assez de compter les morts et qu'il est plutôt temps reconstruire le pays ;
- Que l'Evangile enseigné par la CENCO plaide pour les vertus du dialogue, de la réconciliation, de la concorde et non pas pour la violence ;
- Que l'essentiel pour tout patriote, c'est la conjugaison des efforts de toutes les filles, de tous les fils ainsi que de toutes les forces vives de la nation pour la réussite d'un processus électoral véritablement fiable, transparent, inclusif, libre et apaisé dans le seul objectif final de faire gagner la République Démocratique du Congo, le seul pari du développement et de son émergence pour le bien-être de nos populations.

En conclusion, le Bureau Politique de la Majorité Présidentielle et Alliés :

- Félicite le Président de la République, Son Excellence Joseph KABILA KABANGE, pour l'élan pris dans la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre 2016 et l'encourage à poursuivre résolument le processus par la mise en place du CNSA ;
- Recommande au Gouvernement de la République de prendre des mesures urgentes pour soulager la situation sociale des populations congolaises malgré les défis économiques de l'heure, de poursuivre la mise à disposition des moyens nécessaires à la CENI pour la réussite du processus électoral en cours, d'accélérer la pacification du Grand Kasai pour permettre à la CENI de poursuivre les opérations d'enrôlement ;
- Exhorte la CENI à mener à bonne fin le processus d'enrôlement, qui constitue une étape cruciale pour l'adoption d'un calendrier électoral réaliste et crédible ;
- Le Bureau Politique de la Majorité Présidentielle et Alliés appelle la CENCO à jouer adéquatement son rôle spirituel par la diffusion des messages de paix à l'endroit de la population et l'exhorte à rester dans la logique qui a prévalu lorsque les Evêques, au cours de la remise de leur rapport final au Président Joseph Kabila Kabange, ont vivement recommandé à celui-ci d'agir conformément à ses prérogatives de garant de la Nation pour sauver le processus en cours et la démocratie dans notre pays ;

- Demande à la population congolaise de garder toute sa confiance aux institutions de la République et de ne pas céder aux manipulations des politiciens, déclarés ou non, qui l'incitent à la violence ;

Le Bureau Politique saisit cette occasion pour renouveler, une fois de plus, sa ferme détermination à soutenir et à accompagner Son Autorité Morale, Son Excellence Joseph Kabila Kabange, Chef de l'Etat, pendant cette période de lutte pour la sauvegarde de la souveraineté et de l'indépendance nationale.

Fait à Kinshasa, le 28 juin 2017.

Les Participants.